



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme"

CERCLE pour la construction du Parti et de  
l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°22 - 23/09/2005

## Faire face à l'offensive redoublée du gouvernement UMP Chirac-Villepin-Sarkozy et du patronat

Le 29 mai, lors du référendum sur la prétendue « constitution européenne », ouvriers, employés, jeunes, ont largement contribué à faire échouer l'opération de plébiscite de Chirac. Ils ont massivement voté « non », non seulement à un texte réactionnaire, mais d'abord à

la politique menée par les gouvernements successifs UMP-UDF, « non » à Chirac à ces gouvernements. Mais il a fallu peu de temps pour qu'un gouvernement à peine remanié et doté d'une nouvelle tête reprenne l'offensive contre les travailleurs.

### Chirac-Villepin-Sarkozy : « cent jours » et plus au service du capital

Cette offensive redoublée a pris la forme des ordonnances Chirac-Villepin. Le C.N.E. crée un contrat de salariés jetables. Les contrats de travail et garanties collectives des salariés inscrites dans le code du travail sont encore plus mises à mal, ainsi que le statut de la fonction publique. Outre les ordonnances, le gouvernement a commis le décret facilitant les sanctions contre les chômeurs, radiés en même temps par dizaines de milliers. Et aussi la marche à l'ouverture du capital d'EDF après celle de GDF, la privatisation des autoroutes, l'engagement de la casse du régime des retraites de la RATP sous couvert de régionalisation, l'application de la loi d'orientation contre l'enseignement public. Et enfin : les expulsions de travailleurs issus de l'immigration, jusque dans les immeubles insalubres dans lesquels certains ont été rejetés par la crise du logement qui frappe les couches populaires et enrichit les spéculateurs et les propriétaires immobiliers.

Villepin voulait « cent jours » pour « rendre confiance » ...aux capitalistes français. Pour ces derniers, pour Parisot qui a comme slogan « *le travail doit être précaire* », le galop d'essai est concluant.

Mais qui a pris la responsabilité de permettre à Chirac et sa clique de se remettre en selle et de franchir la haie de leur défaite au référendum ? *Le Monde* écrivait début septembre à propos de la privatisation de GDF :

« *en juin, il aurait été facile aux syndicats d'exploiter le non au référendum du 29 mai sur la Constitution européenne pour s'opposer à cette opération* ». Ils n'ont pas levé le petit doigt. Il n'y a pas qu'à EDF-GDF !

Les dirigeants confédéraux CGT et FO sont allés cautionner Villepin en le rencontrant avant même son investiture parlementaire. Ils ont accepté de siéger au « conseil d'orientation pour l'emploi » mis en place par le gouvernement. Ils ont même participé aux discussions sur le contenu des ordonnances scélérates, tout comme dans l'enseignement les dirigeants FSU ont discuté des décrets d'application de la loi d'orientation. Dès juillet, avant même le vote des ordonnances, Mailly (FO) déclarait forfait : « *rendez-vous à la rentrée pour les cent jours* », rentrée lors de laquelle ... il a participé à l'université d'été du Medef !

Dès le soir du 29 mai, les tenants du « non » de gauche quant à eux refusaient d'exiger : « Chirac dehors ! »

### Les dirigeants syndicaux ne connaissent-ils pas déjà les « réponses » du gouvernement et du Medef ?

Après avoir eu ainsi les mains libres pendant cent jours et plus, le gouvernement a engagé une nouvelle phase de son action : une réforme fiscale profitant essentiellement aux plus fortunés, au patronat, et opposant aux augmentations de salaires la « *prime pour l'emploi* ». La pression sur les allocataires de minima sociaux et du chômage va s'accroître encore, tandis que Sarkozy réclame « du chiffre » en matière d'expulsions.

Le projet de budget 2005 va concentrer l'essentiel de ces mesures, ainsi que les nouvelles suppressions de postes dans la fonction publique. Celles-ci sont de plus un levier pour la remise en cause générale du statut de la fonction publique à laquelle le gouvernement travaille, dans la concertation avec les directions des fédérations de fonctionnaires !

De son côté, Laurence Parisot, nouvelle présidente du Medef, a engagé des discussions avec toutes les directions syndicales avec comme objectif affiché de les associer, branche par branche, et au niveau confédéral, à la gestion prévisionnelle des licenciements – dans un « *observatoire national des métiers* ».

Or, les directions confédérales ont accepté le cadre de ces discussions, tout comme elles avaient discuté du contenu des ordonnances Chirac-Villepin, tout comme dans l'enseignement elles se refusent à appeler au boycott des instances chargées de mettre en place la loi d'orientation. Bernard Thibault a même reproché dans *le Figaro* au gouvernement et au patronat de ne voir dans les directions syndicales que « *les avocats de la revendication sociale* » !

C'est dans un tel cadre que l'ensemble des directions syndicales appelle pour le 4 octobre, soutenues par le PCF et le PS, à ce que Mailly pour Force Ouvrière dénomme un « 10 mars bis », c'est-à-dire une journée d'actions dispersées et multiformes. Leur seule exigence commune, faute d'avancer quelque revendication que ce soit, c'est d'obtenir « *des négociations et des réponses* » du gouvernement et du patronat. Mais un an et demi après les régionales, quatre mois après le référendum du 29 mai, à qui les dirigeants

syndicaux voudraient-ils faire croire que le gouvernement UMP-UDF pourrait permettre des « *avancées* », comme le prétend pourtant Bernard Thibault (CGT) dans ses meetings de rentrée ?

Au contraire, aucune « *avancée* » n'est possible, aucun acquis ne peut être défendu sans combattre le gouvernement, le patronat, et donc rompre avec eux. Mais tel n'est pas le but que fixent à la journée du 4 octobre les dirigeants confédéraux et fédéraux.

---

### **Militer pour que organisations du mouvement ouvrier rompent avec le gouvernement et forment un front uni pour le combattre et le défaire**

---

Pour faire face à l'offensive du gouvernement et du patronat, il est nécessaire d'intervenir pour imposer que les directions des organisations ouvrières, et d'abord des dirigeants CGT, FO, FSU, défendent les revendications des travailleurs.

Cela veut dire combattre contre tous les licenciements, et refuser les discussions engagées à l'initiative du Medef pour associer les confédérations aux plans sociaux. Cela signifie exiger l'abrogation des ordonnances Chirac-Villepin, du « *contrat nouvelle embauche* » et donc refuser la concertation prévue à l'occasion du prochain projet de loi de ratification de ces ordonnances.

Cela signifie aussi exiger l'abrogation du décret de chasse aux chômeurs pris durant l'été et d'annoncer à l'avance qu'ils boycotteront les discussions de cet automne sur l'assurance-chômage.

Cela signifie encore combattre pour le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis des années, notamment depuis le passage à l'euro et les lois Aubry, revendiquer le blocage des prix et des loyers, combattre pour interdire les expulsions.

Cela signifie encore dans l'enseignement appeler au boycott des organismes de mise en place de la loi d'orientation, pour son abrogation, rompre dans la fonction publique les discussions engagées sur le statut, refuser à la RATP les discussions ouvertes sur la destruction du régime particulier de retraite.

Une échéance particulière va se présenter : la discussion du projet de budget, en octobre, à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi de finances va concentrer l'ensemble de la politique gouvernement. Alors, la responsabilité des directions syndicales CGT, FO, FSU, du PS et du PCF, c'est d'appeler dans l'unité à une manifestation centrale et nationale rassemblant la force des travailleurs à Paris, devant et contre l'Assemblée nationale, sur un mot d'ordre clair : « *A bas le projet de budget !* ».

La constitution d'un tel front uni pour combattre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy permettrait de plus réunir rapidement les conditions de la venue au pouvoir d'un autre gouvernement, émanant de ce front, sans représentants de la bourgeoisie, dont les travailleurs exigeraient qu'il mène une politique conforme à leurs besoins et aspirations.

\* \* \*

*La politique favorable aux travailleurs, aux jeunes, existe.*

*Garantir le droit au travail est possible et nécessaire, par l'abaissement du temps de travail sans flexibilité jusqu'à embauche de tous les chômeurs, et aussi par l'embauche massive dans les secteurs socialement utiles, à commencer par la santé, l'éducation, la construction massive de logements, etc.*

*Pour s'en donner les moyens, la dette publique qui engraisse banquiers et spéculateurs doit être déclarée nulle et non avenue tandis qu'il doit être mis fin aux flots de dizaines de milliards de subventions directes ou indirectes au patronat, au pillage des caisses des assurances sociales. Les groupes qui licencient doivent être expropriés. La production doit être orientée en fonction des besoins des masses et non plus du profit.*

*Cela implique de briser la Cinquième République et d'abroger son cortège de lois réactionnaires, de rompre avec l'Union Européenne. Seul le pourra un gouvernement révolutionnaire, un gouvernement issu de la mobilisation du prolétariat, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs, s'appuyant sur eux pour aller de l'avant, vers le socialisme, pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.*

*C'est pour cette politique, pour le front uni des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre Chirac et sa « majorité », pour un gouvernement émanant de ce front que le Cercle appelle à se regrouper et à combattre, et pour commencer : pour la réalisation de l'unité des organisations du mouvement ouvrier pour défaire Chirac, son gouvernement, et la « majorité » UMP-UDF à l'Assemblée.*